

NATIONS UNIES

Assemblée générale

QUARANTE-NEUVIÈME SESSION

Documents officiels

DEUXIÈME COMMISSION
19e séance
tenue le
mercredi 2 novembre 1994
à 15 heures
New York

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 19e SÉANCE

Président : M. KHAN (Pakistan)

SOMMAIRE

POINT 88 DE L'ORDRE DU JOUR : DÉVELOPPEMENT DURABLE ET COOPÉRATION ÉCONOMIQUE INTERNATIONALE (suite)

- g) CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LES ÉTABLISSEMENTS HUMAINS
(HABITAT II)

POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORT DU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL (suite)

POINT 87 DE L'ORDRE DU JOUR : QUESTIONS DE POLITIQUE MACRO-ÉCONOMIQUE (suite)

- a) RESPECT DES ENGAGEMENTS ET APPLICATION DES POLITIQUES CONVENUS DANS LA DÉCLARATION SUR LA COOPÉRATION ÉCONOMIQUE INTERNATIONALE, EN PARTICULIER LA RELANCE DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE ET DU DÉVELOPPEMENT DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT (suite)
- b) APPLICATION DE LA STRATÉGIE INTERNATIONALE DU DÉVELOPPEMENT POUR LA QUATRIÈME DÉCENNIE DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT (suite)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-0794, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Distr. GÉNÉRALE
A/C.2/49/SR.19
30 décembre 1994
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

94-81972 (F)

9481972

/...

La séance est ouverte à 15 h 20.

POINT 88 DE L'ORDRE DU JOUR : DÉVELOPPEMENT DURABLE ET COOPÉRATION ÉCONOMIQUE INTERNATIONALE (suite)

g) CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LES ÉTABLISSEMENTS HUMAINS (HABITAT II)
(A/49/37 et A/49/272)

1. M. N'DOW [Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II) et Sous-Secrétaire général chargé du Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat)], présentant la question, dit que la décision de convoquer une deuxième Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II) découle d'une meilleure prise de conscience des difficiles problèmes que pose l'urbanisation. Actuellement, l'essentiel de la croissance de la population urbaine touche les pays en développement et cette tendance devrait selon toute vraisemblance se maintenir.

2. L'objectif global d'Habitat II est de sensibiliser davantage l'opinion à ce problème et à la nécessité de donner aux établissements humains un rang de priorité élevé dans les programmes de développement. On s'efforcera d'incorporer dans le plan d'action global envisagé pour la Conférence les recommandations des grandes conférences des Nations Unies qui ont marqué la dernière décennie du siècle, tout en donnant une nouvelle orientation et en fixant de nouveaux objectifs à un monde essentiellement urbain.

3. Plus de 50 pays ont créé des comités préparatoires nationaux ou sont en train de le faire. On a également donné une place considérable à la mobilisation d'un appui régional à la Conférence. À l'occasion des récentes cérémonies de la Journée mondiale de l'habitat tenues à Dakar (Sénégal), plusieurs ministres du logement et des établissements humains ont adopté une déclaration faisant état de leur préoccupation devant l'aggravation de la crise des établissements humains en Afrique et se sont engagés à appuyer Habitat II. Des manifestations de soutien analogues ont été exprimées lors de réunions tenues au début de l'année par la Commission économique pour l'Europe de l'ONU et par la Communauté d'États indépendants.

4. Il importe de verser d'urgence des contributions au fonds d'affectation spéciale et au fonds de contributions volontaires créés par l'Assemblée générale dans sa résolution 47/180 pour promouvoir la conférence et ses activités préparatoires, et aussi pour octroyer une assistance technique et financière aux pays en développement afin qu'ils puissent mener à bien leurs préparatifs nationaux et participer à Habitat II. L'intervenant espère sincèrement que la Commission prendra rapidement des mesures pour encourager les gouvernements et les autres donateurs à fournir cet appui.

5. Étant donné l'importance des tâches qui restent à accomplir, M. N'Dow espère que l'Assemblée générale entérinera la recommandation du Comité préparatoire tendant à ce que le Comité soit autorisé à tenir une troisième session préparatoire au début de 1996. Des manifestations de soutien ont également été exprimées lors du colloque international des maires sur le développement social, qui s'est réuni récemment au Siège de l'ONU, et à la

/...

deuxième conférence annuelle de la Banque mondiale sur le développement écologiquement durable, où l'on a souligné le rôle joué par Habitat II dans l'élaboration d'un plan d'action mondial pour la réalisation du développement durable dans tous les pays. À bien des égards, cet appui résulte directement des alliances et de la coopération entretenues par le Centre au fil des ans. À ce sujet, l'intervenant rend hommage à M. Ramachandran, premier Directeur exécutif d'Habitat ainsi qu'à la Directrice exécutive du PNUE, Mme Dowdeswell, pour l'oeuvre qu'elle a accomplie lorsqu'elle était responsable du Centre.

POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORT DU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL (suite) (A/49/3 et Add.1, A/49/56-S/26926, A/49/122-E/1994/44 et Add.1, A/49/169-E/1994/73, A/49/179-E/1994/82, A/49/189, A/49/215-E/1994/99, A/49/423, A/49/437, A/49/495, A/49/506; A/49/L.5 et Add.1; A/C.2/49/3, A/C.2/49/4, A/C.2/49/6, A/C.2/49/7; A/C.2/49/L.2 et A/C.2/49/L.3)

6. M. DOUJAK (Autriche) se félicite des mesures prises pour rationaliser les travaux du Conseil économique et social comme suite à la résolution 48/162 de l'Assemblée générale et invite instamment le Conseil à appliquer tous les principes établis dans cette résolution. Le rôle que joueront les Nations Unies dans les domaines économique et social dépendra largement de la capacité du Conseil à réagir efficacement et effectivement aux problèmes naissants et à proposer à la communauté internationale des solutions, notamment dans le domaine du développement. Les récentes conférences internationales et celles qui sont prévues dans un avenir proche aideront à élaborer ces solutions. Les différentes dimensions du développement sont interdépendantes, et une vue d'ensemble de ces problèmes sera nécessaire pour éviter une fragmentation.

7. Abordant une autre question, M. Doujak dit que le problème de la documentation ne peut que s'aggraver à mesure de la complexité croissante des questions qu'examine l'Organisation. Il faut rechercher des solutions tant au plan du volume que de la quantité et de la structure de cette documentation. La Commission sera bientôt saisie d'un projet de résolution sur le sujet, établi par le Conseil (E/1994/L.41). La délégation autrichienne se tient à la disposition des délégations intéressées pour examiner plus avant le texte de ce projet.

8. M. CAMARA [Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)] dit que les consultations qui ont eu lieu entre les institutions spécialisées et le Conseil économique et social augurent bien d'une coopération plus fructueuse entre eux. À son avis, le débat de haut niveau mérite une approche toute nouvelle. Les délégations devraient distribuer le texte de leurs déclarations au moins un jour à l'avance et limiter la durée de leurs interventions en se concentrant sur les points saillants afin que l'on dispose de suffisamment de temps pour un véritable dialogue. Au cours du débat sur les activités opérationnelles, une évolution positive s'est dessinée quant à la participation de représentants des institutions spécialisées aux consultations officielles. Cette tendance devrait être encouragée car la mise en oeuvre des résolutions pertinentes concerne l'ensemble du système.

9. S'agissant de la mise en oeuvre de la résolution 48/162 en ce qui a trait au Comité des politiques et du programme en matière d'aide alimentaire du Programme alimentaire mondial, le secrétariat de la FAO a établi une note qui sera présentée au Conseil de la FAO à sa prochaine session.

10. M. ACHARYA (Népal) dit que le rapport du Conseil économique et social (A/49/3) offre un cadre de base pour l'accomplissement du mandat confié au Conseil par l'Assemblée générale dans ses résolutions 45/264 et 48/162. Il félicite le Conseil d'avoir traité dans de courts délais un ordre du jour impressionnant couvrant un large éventail de questions.

11. Si des progrès ont effectivement été réalisés en ce qui concerne la réforme des mécanismes de travail du Conseil et de ses relations avec l'Assemblée générale, il reste encore beaucoup à faire à cet égard. Même le Secrétariat juge que les discussions tenues lors du débat consacré aux activités opérationnelles ont porté davantage sur des questions de procédure que sur les politiques. Il convient de remédier à cette situation.

12. L'absence de clarté et d'énergie dans le processus de restructuration et de revitalisation est due au fait que l'on ne respecte pas les principes directeurs fondamentaux énoncés par l'Assemblée générale dans sa résolution 45/264. La délégation népalaise souscrit entièrement au point de vue des pays nordiques selon lequel la question du financement doit être traitée comme un test de la volonté politique des États Membres s'agissant des activités opérationnelles pour le développement. Elle convient aussi avec le Secrétaire général que la situation financière ne peut s'améliorer par le seul effet de l'adoption de nouveaux mécanismes. Pour évaluer les travaux du Conseil, il convient de tenir compte de deux éléments d'une importance déterminante pour sa restructuration et sa revitalisation : d'une part, la transparence et l'ouverture et, d'autre part, la complémentarité entre le Conseil et l'Assemblée générale.

13. Abordant la question de la documentation, M. Acharya dit qu'il convient d'en modifier la présentation. Les principaux documents appelant une décision devraient être clairs et concis; les documents d'appui devraient donner des orientations facilitant la prise des décisions et énumérer les choix possibles; enfin, toute la documentation devrait paraître en temps voulu. La rationalisation de l'ordre du jour du Conseil est un premier pas important. Les échanges de vues entre les membres du Conseil et les représentants de la Banque mondiale, du Fonds monétaire international (FMI), de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), et de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) ont insufflé un nouveau dynamisme aux travaux du Conseil.

14. M. BASMAJIEV (Bulgarie) note que la nouvelle organisation de la session de fond de 1994 du Conseil économique et social a permis de focaliser davantage les discussions. De l'avis de sa délégation, les discussions sur les grands thèmes, notamment celui d'un agenda pour le développement, qui ont eu lieu au cours du débat de haut niveau, ont fait beaucoup pour renforcer le rôle du Conseil. La délégation bulgare convient toutefois que le débat de haut niveau ne devrait pas consister essentiellement en une lecture de déclarations établies à l'avance. Grâce à la participation des secrétaires exécutifs des institutions financières et commerciales multilatérales, la coopération entre le système des

/...

Nations Unies et les institutions de Bretton Woods s'est resserrée. La délégation bulgare pense elle aussi que ces dialogues devraient se concentrer davantage sur les grands thèmes et être orientés vers des objectifs plus précis.

15. Le débat consacré aux questions de coordination a été extrêmement utile, en particulier la partie qui a porté sur la coopération internationale dans le cadre du système des Nations Unies contre la production, la vente, la demande, le trafic et la distribution illicites de stupéfiants et de substances psychotropes. De même, les discussions sur l'application des conclusions adoptées d'un commun accord au cours du débat que le Conseil a consacré en 1993 aux questions de coordination ont été fructueuses. La délégation bulgare convient que le débat consacré aux questions de coordination serait plus efficace s'il aboutissait à des décisions et non à un report de l'examen de ces questions à la session suivante.

16. La délégation bulgare juge que le débat consacré aux activités opérationnelles devrait permettre d'assurer une coordination et de formuler des orientations visant l'amélioration de la qualité et de l'efficacité globales du système ainsi que la promotion d'une approche intégrée. Cela faciliterait l'application des politiques formulées par l'Assemblée générale au cours de l'examen triennal. Elle se félicite aussi du renforcement du rôle et du statut des coordonnateurs résidents comme de la transformation des organes directeurs des différents fonds et programmes en conseils d'administration.

17. Bien que les activités du Conseil aient été rationalisées avec succès dans cette nouvelle organisation des travaux, la délégation bulgare pense qu'à l'avenir, l'organisation des travaux dans le cadre du débat général devrait être définie avec plus de précision. Elle appuie les efforts déployés pour renforcer le rôle et la capacité de la Commission du développement durable et se félicite de l'intégration de la Commission des sociétés transnationales dans le mécanisme institutionnel de la CNUCED. Elle considère aussi la création d'un poste de haut commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme comme un important succès.

18. La réduction du nombre des résolutions et décisions adoptées au cours de la session de fond de 1994 est due pour une large part au fait que les projets de texte ont été renvoyés à l'Assemblée générale. Beaucoup d'améliorations peuvent encore être apportées à cet égard. La délégation bulgare est en faveur d'une rationalisation plus poussée du mécanisme de présentation de la documentation.

19. M. BASHIR (Soudan) souligne l'importance de la coordination de l'aide humanitaire des Nations Unies aux pays touchés par des catastrophes naturelles et rend hommage au système dans son ensemble pour son remarquable travail dans ce domaine. Malheureusement, du fait que l'on n'a pas lié les activités de secours d'urgence à celles de relèvement et de développement à long terme et que l'on n'a pas mis en place de capacités nationales de prévention des catastrophes, les populations en sont venues à dépendre des secours prodigués en cas de catastrophe. Il convient d'aider les pays exposés aux risques naturels à mettre en place des projets de développement et à consolider leurs infrastructures pour les rendre plus autonomes.

20. Le paludisme pose un problème à résoudre de toute urgence : c'est l'un des plus graves obstacles au développement, tout particulièrement en Afrique. Les agents de cette maladie étant devenus résistants au traitement traditionnel à la chloroquine, les patients ont commencé à prendre de la quinine, qui a pourtant des effets secondaires indésirables sur les reins. Le Soudan a lancé une campagne nationale pour nettoyer les rues et les mares et pulvériser des insecticides sur les marais afin d'éradiquer les moustiques vecteurs du paludisme. La délégation soudanaise se propose de présenter un projet de résolution appelant la communauté internationale à fournir l'assistance indispensable à cette fin.

21. M. PIBULSONGRAM (Thaïlande) dit que sa délégation partage les vues exprimées par le Président du Groupe des 77. En particulier, il convient qu'il est nécessaire de procéder à une dernière évaluation, plus approfondie, de la réforme et de la revitalisation de l'Organisation. On devra veiller particulièrement à réduire les doubles emplois et à inciter les institutions spécialisées à tenir davantage compte des contraintes budgétaires.

22. Parlant du rapport du Secrétaire général sur l'application de la Charte des droits et devoirs économiques des États (A/49/179-E/1994/82), il dit que sa délégation approuve certains des points qui y sont développés. Premièrement, l'application d'un certain nombre d'instruments adoptés aux conférences organisées par les Nations Unies au cours des deux dernières années – notamment l'Action 21, la Convention-cadre concernant les changements climatiques, la Convention internationale relative à la lutte contre la désertification, l'Engagement de Carthagène et l'Acte final des Négociations commerciales multilatérales d'Uruguay – contribueront assurément à la réalisation des objectifs de ladite Charte. Deuxièmement, sa délégation estime que l'autre moyen de se rapprocher de ces objectifs serait de promouvoir un système commercial multilatéral libre et non discriminatoire. Troisièmement, elle s'inquiète de la baisse des contributions des donateurs – exprimée en pourcentage du PNB – au Comité d'aide au développement. On a grandement besoin de ressources pour aider les pays à mettre en oeuvre leur programme d'ajustement structurel et encourager l'économie de marché, en particulier dans les pays africains.

23. Sa délégation estime avec le Président du Conseil économique et social que l'adoption d'un agenda pour le développement nécessite une volonté politique véritable. La priorité devra être accordée à l'amélioration du niveau de vie d'un nombre considérable d'habitants dans le monde, le développement du commerce et l'essor de la coopération Nord-Sud et Sud-Sud.

24. S'agissant des activités opérationnelles de développement, il faut prêter attention aux relations entre le système des Nations Unies, les organisations non gouvernementales (ONG) et les gouvernements à la base et au niveau national. Sa délégation appuie sans réserve les efforts déployés par l'Organisation des Nations Unies pour renforcer la coopération entre ces trois parties, comme l'indique la note du Secrétaire général à ce sujet (A/49/122-E/1994/44). C'est dans le cadre d'un agenda pour le développement que les atouts de ces trois partenaires doivent être valorisés. En Thaïlande, les ONG ont aidé à ralentir

l'accroissement de la population. Elles ont également fourni un appui important à la Thaïlande dans le processus national préparatoire de la Conférence internationale sur la population et le développement.

25. Abordant la question de la mobilisation de ressources destinées à l'exécution du programme d'action régional pour la phase II (1992-1996) de la Décennie des transports et des communications pour l'Asie et le Pacifique (A/49/437), il dit que sa délégation approuve que l'on accorde une attention particulière aux besoins spéciaux des pays les moins avancés, sans littoral ou insulaires de la région, conformément aux objectifs énoncés dans la résolution 39/227 de l'Assemblée générale. La Thaïlande a amorcé une coopération bilatérale et trilatérale avec plusieurs pays dans les domaines de l'aviation civile et des transports terrestres. Des études sont en cours, en vue d'étendre cette coopération à d'autres pays, en particulier dans le domaine de la formation. En conclusion, sa délégation demande instamment aux pays donateurs et à d'autres pays de fournir une aide plus substantielle au programme d'action régional, qui est bien plus ambitieux.

26. M. HORIGUCHI (Japon) dit que les efforts de réforme ont commencé à porter leurs fruits, mais qu'il y a encore lieu d'améliorer la situation. Il est regrettable que le Conseil ne se soit pas imposé plus nettement au plan politique. L'un des moyens d'inciter à une meilleure participation au débat de haut niveau serait de choisir des thèmes intéressants et d'actualité. La décision concernant les thèmes du débat consacré aux questions de coordination et du débat de haut niveau devrait être prise plus tôt, à la session d'organisation, afin de laisser au Secrétariat plus de temps pour l'établissement des rapports.

27. Afin de réduire le volume de la documentation, il est nécessaire d'établir un ordre de priorité pour les rapports visés par les résolutions et de réduire leur nombre. La proposition contenue dans le document E/1994/L.41 serait l'un des moyens d'atteindre cet objectif. Dans un deuxième temps, une liste devrait être dressée de tous les rapports que le Secrétariat est tenu d'établir à l'intention de la Deuxième Commission et du Conseil. Il ne serait peut-être pas nécessaire de publier les documents six semaines avant l'organisation d'un débat. Cependant, trois semaines serait le minimum nécessaire pour permettre aux délégations de participer aux travaux en toute connaissance de cause. Aussi, propose-t-il que toutes les dispositions nécessaires soient prises pour alléger les conditions d'établissement des rapports et faire en sorte que tous les documents nécessaires soient distribués bien à l'avance, pour permettre aux délégations d'être dûment préparées au débat sur les questions de fond.

28. M. WISNUMURTI (Indonésie) dit que le Conseil économique et social peut jouer un rôle central dans les efforts destinés à remettre à l'ordre du jour de la communauté internationale la croissance et le développement économique et la lutte contre la pauvreté. Tout en reconnaissant que les nouvelles mesures pour réformer les méthodes de travail de la session de fond ont déjà donné des résultats, il se demande s'il ne vaudrait pas mieux procéder à d'autres changements. Sa délégation estime qu'il est temps de s'attaquer au domaine prometteur des politiques et des questions de fond.

29. Le choix d'un seul thème pour le débat de haut niveau a permis au Conseil d'accorder davantage d'attention aux questions essentielles, mais la nécessité existe d'explorer les moyens de faire participer aux travaux davantage de ministres et de directeurs d'institutions et de rendre leur participation plus fructueuse. On devrait se préoccuper davantage des résultats concrets des mesures ayant une orientation pratique. Il serait plus fructueux de poursuivre la tendance à substituer aux discours classiques préparés à l'avance un dialogue plus spontané, mais pour qu'un tel dialogue donne des résultats, il faudra veiller à distribuer les documents longtemps à l'avance.

30. S'agissant des activités opérationnelles, la délégation indonésienne partage entièrement l'inquiétude au sujet de la diminution des ressources qui leur sont consacrées. Même si la communauté internationale est parvenue à un consensus sur les mesures à orientation pratique et les nouvelles méthodes dans le domaine économique et social, on ne peut obtenir que de maigres résultats, si l'on ne dispose pas des moyens financiers et autres nécessaires. On pourrait donc mieux servir les intérêts de la communauté internationale en créant un nouveau mécanisme de financement des activités opérationnelles. On accepte plus facilement d'augmenter les ressources financières destinées aux programmes et projets de développement quand ceux-ci sont suffisamment précisés.

31. M. MOJOUKHOV (Bélarus) dit que sa délégation regrette le retard pris pour passer de la restructuration interne de l'Organisation des Nations Unies à une réforme concrète de ses activités dans les domaines économique et social et les domaines connexes. En tant que pays dont l'économie est en transition, le Bélarus prône une approche plus équilibrée géographiquement non seulement en matière de réforme des organismes internationaux et leurs méthodes de travail mais également pour les activités de programmation et de budgétisation correspondantes, afin de pouvoir tenir compte des priorités sociales, écologiques et économiques intégrées de tous les pays et régions.

32. En règle générale, les activités de développement devront être assurées par les mécanismes intergouvernementaux existants, afin d'éviter l'éparpillement des efforts et le double emploi. On devrait adopter une approche intégrée, pour renforcer le rôle de l'Assemblée générale et de ses organes subsidiaires et permettre d'appliquer les principes de l'équilibre des intérêts et de la complémentarité des efforts coordonnés entrepris aux plans mondial, régional et national, principes qui devraient être également pris en compte lors de l'examen des propositions concernant l'organisation de conférences internationales. On devrait également accorder l'attention voulue aux processus de développement régional ayant une portée mondiale.

33. S'il appuie, en principe, la nouvelle division du travail entre les commissions de l'Assemblée générale, le Conseil économique et social et les fonds et programmes des Nations Unies, il signale que ces derniers posent problème aux États Membres qui ne sont pas représentés auprès des organes directeurs à composition limitée des organismes concernés et qui, par conséquent, ne peuvent pas exprimer leurs vues sur certains sujets. À cet égard, on devrait envisager de tenir, avant les sessions, des consultations auxquelles ces États pourraient participer. Dans l'intérêt de la transparence, il appuie également les intervenants qui se sont opposés à une réglementation excessivement stricte des débats.

34. La délégation bélarussienne est pour une participation ministérielle accrue au débat de haut niveau que le Conseil tiendra en 1995, et pour un débat d'une journée sur le rôle de l'Organisation mondiale du commerce, auquel participeront les institutions de Bretton Woods et des organisations non gouvernementales. Le débat consacré aux activités opérationnelles devrait porter essentiellement sur les aspects concrets de la mise en oeuvre du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement et examiner les résultats des négociations des nouveaux accords sur le financement des activités opérationnelles de développement. Concernant le débat consacré aux questions de coordination, sa délégation appuie l'idée d'examiner au maximum deux nouvelles questions relatives à la coordination à l'échelle du système et d'analyser les progrès accomplis dans l'application des décisions précédentes. On devrait adopter une approche plus rationnelle pour l'élaboration de l'ordre du jour de la session de fond du Conseil en 1995, en regroupant les thèmes. Les propositions de l'Autriche concernant l'amélioration de la documentation constituera une bonne base pour une résolution de la Commission à ce sujet.

35. À l'avenir, la Commission ne devrait pas examiner la question relative au rapport du Conseil économique et social avant que ce dernier n'achève les travaux de la reprise de sa session de fond. Enfin, M. Mojoukhov souligne la nécessité d'améliorer les relations – définies dans la Charte – entre le Conseil économique et social et le Conseil de sécurité et ses comités, en particulier ceux qui s'occupent des sanctions.

36. M. BIVERO (Venezuela) dit que le Conseil économique et social, revitalisé, est invité à assumer réellement le rôle que lui a conféré initialement la Charte. L'expérience acquise durant la session la plus récente du Conseil devra inciter à améliorer davantage les méthodes de travail. Il appelle l'attention sur la nécessité d'un dialogue plus approfondi entre ses divers organes, et la formulation de recommandations pratiques. On devrait également examiner les moyens d'assurer le suivi des résultats des délibérations du Conseil et les conclusions retenues lors du débat de haut niveau, afin d'évaluer rigoureusement leur application. À cet égard, les discussions du débat de haut niveau de 1995 sur les drogues revêtent une importance particulière pour la coordination des initiatives à l'échelle du système.

37. La résolution 48/162 constitue un cadre pour accroître l'efficacité et la productivité des méthodes de travail et des mécanismes de prise de décisions des conseils d'administration des divers fonds et programmes. Cela étant, il est préoccupant que le financement des activités opérationnelles demeure une question négligée, d'autant que les ressources continuent à diminuer.

38. Une autre question à examiner est le travail des organes subsidiaires du Conseil, en particulier ceux composés d'experts nommés à titre personnel. M. Bivero exprime des réserves sur certaines des recommandations des projets de résolution qui s'inspirent des conclusions du Comité des sources d'énergie nouvelles et renouvelables et de l'énergie pour le développement et du Comité des ressources naturelles. La fonction de ces comités est de fournir des conseils scientifiques et techniques, aussi devraient-ils respecter scrupuleusement leur mandat. Il serait sage de réexaminer les directives établies à l'intention de ces deux comités.

POINT 87 DE L'ORDRE DU JOUR : QUESTIONS DE POLITIQUE MACRO-ÉCONOMIQUE
(A/C.2/49/L.6)

- a) RESPECT DES ENGAGEMENTS ET APPLICATION DES POLITIQUES CONVENUS DANS LA DÉCLARATION SUR LA COOPÉRATION ÉCONOMIQUE INTERNATIONALE, EN PARTICULIER LA RELANCE DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE ET DU DÉVELOPPEMENT DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT (suite)
- b) APPLICATION DE LA STRATÉGIE INTERNATIONALE DE DÉVELOPPEMENT POUR LA QUATRIÈME DÉCENNIE DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT (suite)

39. M. AHMIA (Algérie) présente le projet de résolution A/C.2/49/L.6 au nom du Groupe des 77 et de la Chine. Par souci de rationalisation, les auteurs ont présenté un seul projet de résolution portant sur les deux points.

La séance est levée à 17 heures.